

Le gouvernement britannique en flammes



Bien qu'elle ait survécu hier à une motion de censure au sein du parlement britannique, la première ministre, Theresa May, reste assise sur un baril de poudre après que la Chambre des Communes ait rejeté à une majorité écrasante l'accord qu'elle avait obtenu avec l'Union Européenne pour consommer le divorce avec ce bloc continental.

La cheffe de gouvernement a un délai jusqu'à lundi prochain pour présenter une alternative pouvant obtenir l'approbation des élus qui ont dit non au pacte, mais l'éventail d'options n'est pas très large et le temps ne lui est pas favorable.

Une possibilité consisterait à obtenir un nouveau vote avec une version légèrement modifiée de l'accord mais cela impliquerait négocier contre la montre avec les autorités européennes qui, jusqu'à présent ont montré une attitude ferme de rejet d'un changement dans le texte.

C'est ce qu'a réaffirmé le porte-parole du groupe, Margaritis Schinas, lorsqu'il a signalé au cours d'une conférence de presse que l'accord de retrait approuvé par les 27 membres et par le Royaume Uni n'est pas ouvert à une renégociation.

De plus il est improbable que Theresa May puisse, en si peu de temps, convaincre les députés, même pas ceux de son parti, si l'on prend en considération l'ampleur du rejet qui a été de 432 voix contre 202

pour, le pire échec essuyé par un gouvernement britannique à la Chambre des Communes en presque un siècle.

Il se peut que le plus sensé soit demander à Bruxelles la prolongation du délai pour la sortie du système européen, qui doit être effective le 29 mars à 23:00 heure de Greenwich.

Certains se sont déjà prononcés en faveur de cette alternative. Parmi eux se trouve le chancelier de l'Autriche, Sebastian Kurz, qui s'est montré disposé à gagner du temps mais à condition que Londres ait un plan crédible pour sortir de l'impasse.

Une autre des options, que Theresa May rejette catégoriquement consiste soit à la démission du gouvernement et la convocation d'élections anticipées ou la tenue d'un nouveau référendum sur le Brexit, nom sous lequel l'on connaît la séparation de l'Union Européenne.

En tout cas, ce qui est suffisamment clair en ce moment est que la balle est dans le camp du gouvernement britannique et que c'est le Conseil Européen qui mène la baguette et qui peut imposer des conditions pour que les avantages du divorce restent de son côté.

Depuis le début de ce processus, cela fait deux ans, l'on savait que le chemin serait tortueux, plein de soubresauts et que personne ne pourrait prévoir toutes les conséquences qu'il y aurait à long terme.

Maintenant pour le Royaume Uni se profile à l'horizon une figure dont personne ne veut et qui consiste à une séparation sans accord qui pourrait déboucher sur un chaos commercial et politique avec de graves conséquences pour Londres qui perdrait les avantages d'un marché commun et d'un régime douanier souple. Comme dit le proverbe espagnol : l'on n'apprécie pas ce que l'on a tant qu'on ne le perd pas.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/181270-le-gouvernement-britannique-en-flammes>



Radio Habana Cuba